

REPUBLIQUE DU BURUNDI



**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION
ECONOMIQUE**

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT DU PREMIER TRIMESTRE
2021/2022**

Table des matières

Table des matières	2
INTRODUCTION.....	3
I. Réalisations des ressources propres hors exonérations (base caisse).....	3
Graphique 1 : Comparaison des réalisations des 1ers trimestres 2020/2021 et 2021/2022	4
I.1. Recettes fiscales hors exonérations.....	4
Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des premiers trimestres 2020/2021 et 2021/2022	6
I.2. Recettes non fiscales	7
II. Etat d'exécution des dépenses hors charges communes et exonérations.....	8
II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations	8
II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse.....	8
II.2.1. Les salaires et traitements.....	8
II.2.2. Les biens et services.....	8
II.2.3. Les transferts courants et subsides	9
II.2.4. Investissements sur ressources nationales.....	9
III. Exonérations réalisées à la fin du premier trimestre 2021/2022	9
ANNEXES.....	12

INTRODUCTION

Dans le cadre des réformes entreprises par le Gouvernement du Burundi relatives à la gestion des finances publiques, le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique s'est engagé à produire des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'exécution du budget de l'Etat conformément à la Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques. Le présent rapport concerne l'exécution du budget de l'Etat pour le premier trimestre 2021/2022.

La première partie de ce rapport décrit la réalisation des recettes propres (recettes fiscales et non fiscales) alors que la deuxième partie montre l'état d'exécution des dépenses hors charges communes et exonérations selon les chapitres de la nomenclature économique à savoir les salaires, l'achat des biens et services, les transferts et subsides ainsi que les investissements sur ressources nationales.

I. Réalisations des ressources propres hors exonérations (base caisse)

Sur un montant de **1 194 244 001 217 FBU** de recettes propres prévues pour l'exercice budgétaire 2021/2022, les services de l'OBR ont recouvré un montant de **331 066 001 281 FBU** à la fin du premier trimestre 2021/2022, soit un taux de réalisation de **27,7%**. Cette performance des recettes propres est expliquée d'une part, par :

- ❖ une performance de 110,4% des recettes fiscales générées par :
 - l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (103,9%)
 - l'impôt sur les biens et services (109,0%) ;
 - Impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales (134,8%)

Et d'autre part, la performance des recettes totales a été induite par :

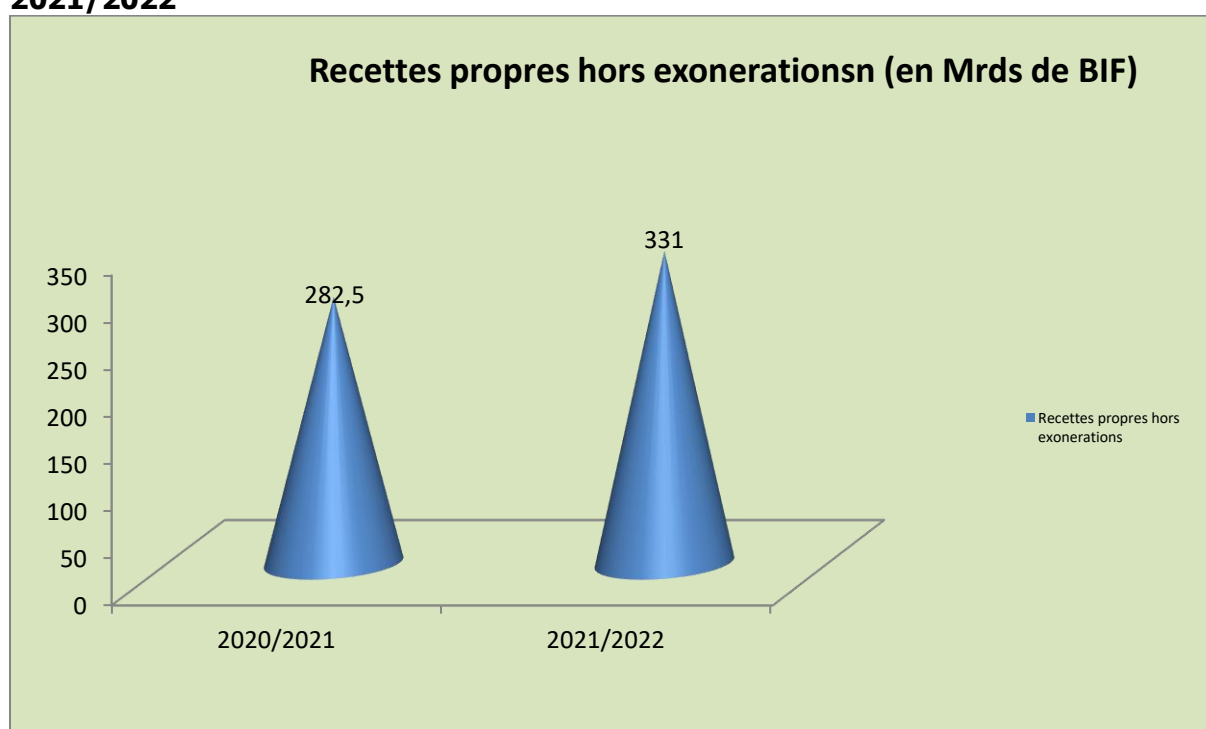
- ❖ une forte performance des recettes non fiscales (129,8%) par rapport aux prévisions trimestrielles. Ce taux de réalisation découle de la performance des recettes non fiscales ci-dessous :
 - revenus de la propriété (101,2%) ;
 - ventes de biens et services (838,9%) ;
 - revenus administratifs (126,3%) ;
 - amendes et pénalités (140,7%) ; et
 - autres produits non fiscaux non comptabilisés ailleurs (119,7%).

Les tableaux 1 et 2 en annexe du présent rapport montrent le détail du niveau de réalisation des recettes fiscales et non fiscales du premier trimestre de l'exercice 2021/2022.

Au cours de cette même période , sur **1 054 803 415 516 FBU** de prévision des recettes propres de l'exercice 2020/2021, un montant de **282 560 094 096 FBU** avait été collecté par les services de l'OBR, soit un taux de réalisation de **26,7%**. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **17,2%** entre les deux années. Cette situation s'explique par la hausse :

- des recettes fiscales, essentiellement les impôts sur les biens et services qui a passé de 103,2% au premier trimestre de l'année 2020/2021 à 109,0% au premier trimestre de l'année 2021/2022. Cette performance des recettes fiscales est le résultat de l'impôt perçus sur les droits d'accises et taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité entre ces deux périodes ;
- des recettes non fiscales, notamment les revenus administratifs et autres produits non fiscaux non comptabilisés ailleurs passant respectivement de 60,7% à 126,3% et de 0,0% à 119,7% à la fin du premier trimestre de l'exercice 2020/2021 et à la fin du premier trimestre de l'exercice 2021/2022. Les recettes non fiscales perçues sur les dividendes, les loyers et sur les divers droits et redevances sont à l'origine de cette augmentation.

Graphique 1: Comparaison des réalisations des premiers trimestres 2020/2021 et 2021/2022



Source : Nos traitements à partir des données des premiers trimestres 2020/2021 et 2021/2022

I.1. Recettes fiscales hors exonérations

Les recettes fiscales comprennent les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, les impôts sur les biens et services ainsi que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales. A la fin du premier trimestre 2021/2022, les services de l'Office Burundais des Recettes (OBR) en charge de collecte ont recouvré un montant de **293 891 311 521 FBU** sur une prévision de **1 081 804 820 142 FBU** , soit un taux de réalisation de **27,2%**. Cela s'explique par une forte performance des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (Impôts sur le revenu non ventilable) et l'impôt sur les biens et services

(taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité et autres Impôts sur les biens et services).

En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **15,0%** par rapport à l'année dernière. Sur **961 867 448 695 FBU** de prévision de 2020/2021, un montant de **255 534 481 159 FBU** a été recouvré à la fin du premier trimestre 2020/2021. De même, cette situation s'explique par l'augmentation des recettes fiscales de l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (impôts sur le revenu non ventilable) et les biens et services (taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité et autres Impôts sur les biens et services).

➤ **Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital**

Ce type d'impôts enregistre un taux de réalisation de **24,1%** à la fin du premier trimestre 2021/2022, soit un recouvrement d'un montant de **61 652 360 649 FBU** sur **256 303 330 244 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2021/2022. Cette situation s'explique par une grande performance du recouvrement des impôts sur les revenus des personnes physiques (210,9%), Impôt sur revenus locatifs (1866,2%), Autres (Exercices antérieurs : 108,5%), majorations de retard (103,9%).

A cette même période pour l'exercice 2020/2021, ce taux était de **23,4%**. Sur **228 965 179 487 FBU** prévus dans la Loi de Finances, **53 553 652 835 FBU** étaient déjà recouverts à la fin du premier trimestre 2020/2021. En glissement annuel, ce poste enregistre une augmentation de **15,1%**. Cette situation est due essentiellement à une augmentation des impôts sur le revenu non ventilable.

➤ **Impôts sur les biens et services**

Le taux de réalisation des impôts sur les biens et services à la fin du premier trimestre 2021/2022 est de **27,6%**. Sur un montant de **713 980 906 509 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2021/2022, **196 709 262 326 FBU** a été recouvré à la fin de cette période grâce à la collecte ;

- des droits d'accises : taxe de consommation sur le carburant (102,7%), taxe de consommation sur les télécommunications (159,5%), taxe Anti-pollution véhicules usagés (361,8%), taxe additionnelle sur les tissus (414,9%), surtaxe additionnelle sur les tissus (421,6%), taxe sur tôles ondulées (461,4%), taxe de terminaison d'appels des communications internationales (603,1%), taxe de consommation sur les vins et spiritueux : 135,5%
- Autres taxes (plaques, transferts, cartes, changement d'usages, etc) : 140%
- Etc

En 2020/2021, sur un montant de **632 295 510 551 FBU** prévu dans la Loi de Finances, **168 184 042 962 FBU** étaient recouverts à cette même période, soit un taux de réalisation de **26,6%** %. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **17,0%** entre les deux périodes. Cette situation est due essentiellement à la hausse des recettes provenant

des taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité et autres Impôts sur les biens et services

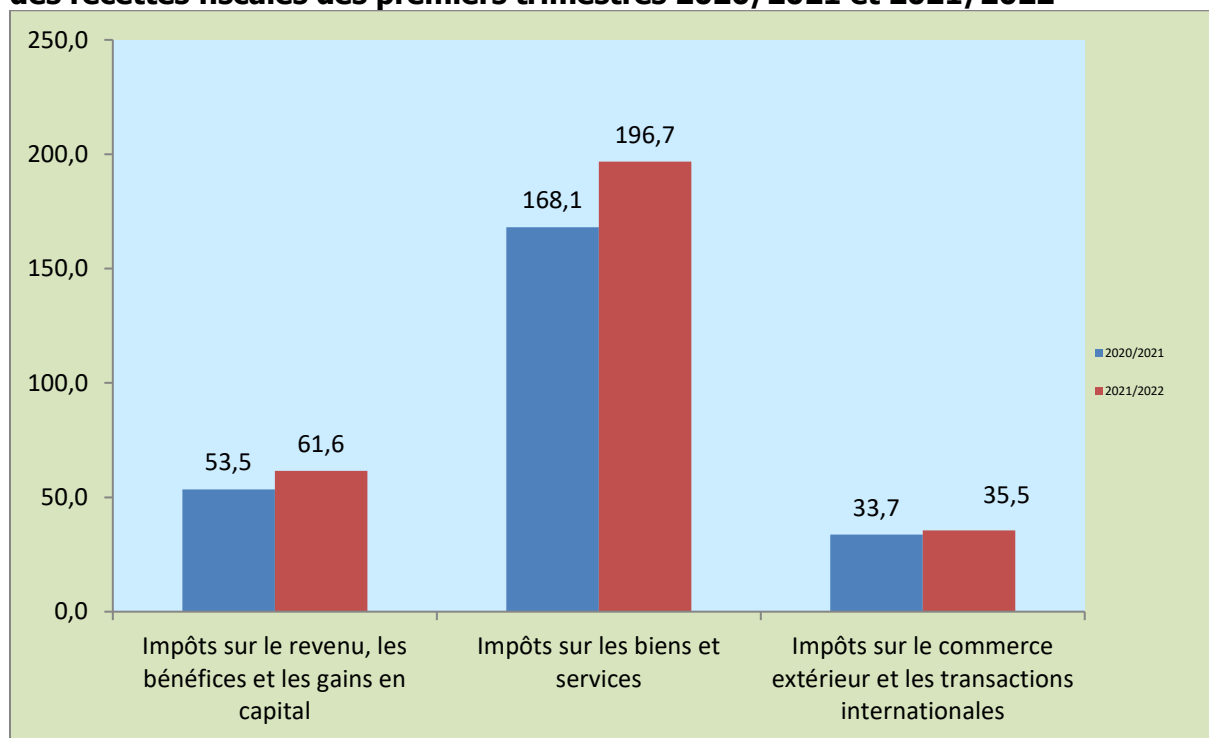
➤ **Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales**

Le taux de réalisation à la fin du premier trimestre 2021/2022 pour cet impôt est de **31,9%**. Sur un montant de **111 520 583 389 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2021/2022, **35 529 688 545 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période. . Cette situation est expliquée par la performance :

- de la Taxe sur Carburant (Fonds Stock stratégique) (818,2%),
- droits de douane à l'importation (127,3%),
- taxe sur le Carburant (FRN) (104,0%),
- taxe à l'exportation de peaux brutes (291,9%),
- Autres droits et taxes non comptabilisés ailleurs (247,4%),
- Etc.

En 2020/2021, le taux de réalisation était évalué à **33,6 %** à la fin de cette période. Sur un montant de **100 606 758 657FBU** prévu dans la Loi des Finances 2020/2021, **33 796 785 362FBU** étaient déjà recouverts.

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des premiers trimestres 2020/2021 et 2021/2022



Source : Nos traitements à partir des données des premiers trimestres 2020/2021 et 2021/2022.

I.2. Recettes non fiscales

A la fin du premier trimestre 2021/2022, le taux de réalisation des recettes non fiscales est de **33,1%**. Sur un montant de **112 439 181 075 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2020/2021 **37 174 689 760 FBU** étaient déjà recouverts. Cette situation s'explique par des performances enregistrées sur :

- Visas et passeports par les embrassades (382,8%) ;
- Prestation des services de santé (5282,6%) ;
- Contributions annuelles des sociétés des assurances (25601,6%) ;
- Redevance de pesage au pont bascule (308,9%) ;
- Infractions à la réglementation routière (146,7%) ;
- Infraction à la réglementation commerciale (129,2%) ;
- Amendes judiciaires (159,4%) ;
- Autorisation de transport des produits forestiers (677,2%) ;
- Frais de dossier code des investissements (632%) ;
- Etc.

En 2020/2021, ce taux s'élevait à **29,1%** à cette même date. Sur un montant de **92 935 966 821 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2020/2021, **27 025 612 937 FBU** étaient déjà recouverts à cette date. En glissement annuel, nous enregistrons une augmentation de **37,6%**. Cette situation s'explique essentiellement par une augmentation des ventes de biens et de services et de toutes ces rubriques ci-haut citées.

II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS CHARGES COMMUNES ET EXONERATIONS

Cette section est consacrée à la présentation succincte de l'état d'exécution des dépenses de l'Etat à la fin du premier trimestre 2021/2022 par Ministère et Institution.

Les annexes de ce rapport montrent de manière détaillée l'état d'exécution du budget de l'Etat à la fin du premier trimestre 2021/2022 suivant la classification économique des dépenses par Ministère/Institution. Il est à signaler que nous faisons l'analyse de l'état d'exécution du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations. Enfin, nous présenterons une analyse succincte des exonérations accordées à la fin de cette période.

II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations

Au niveau global, le taux d'engagement du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations à la fin du premier trimestre 2021/2022 est de **18,6 %**. Il sied à ajouter que la réalisation pour chaque trimestre ne doit pas dépasser normalement un taux de **25%** pour chaque catégorie de dépense. En plus de cette exécution globale, nous allons analyser l'exécution par nature économique pour chaque ministère et institution.

II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse

II.2.1. Les salaires et traitements

Le taux d'exécution des salaires et traitements est de **24,4 %** à la fin du premier trimestre 2021/2022. Sur un crédit prévu d'un montant de **499 727 133 582 FBU ; 121 922 753 081 FBU** étaient déjà exécutés. Ce taux de réalisation à la fin du premier trimestre avoisine 25% normalement prévu. L'écart de 0,6 point de pourcentage est justifié par les crédits consistants sur certaines lignes budgétaires qui ne sont pas encore engagés. C'est notamment les lignes prévues pour l'harmonisation du personnel des administrations personnalisées, etc.

Le tableau 3 en annexe montre l'état d'exécution des salaires et traitements par Ministère et Institution à la fin de cette période.

II.2.2. Les biens et services

Le taux d'exécution des biens et services est de **22,0 %** à la fin du premier trimestre 2021/2022. Sur **129 643 980 422 FBU** de crédit prévu, **28 506 624 739 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période.

Ce taux est expliqué par les procédures de passation de marchés pour l'acquisition des biens et services qui sont encore en cours pour certains ministères au cours du 1^{er} trimestre.

Le tableau 4 en annexe montre l'état d'exécution des biens et services par Ministère et Institutions à la fin de cette période.

II.2.3. Les transferts courants et subsides

Le taux d'exécution des transferts courants et subsides est de **20,7 %** à la fin du premier trimestre 2021/2022. Sur **346 962 992 150 FBU** de crédit prévu, **71 892 736 198 FBU** étaient exécutés à la fin de cette période.

Ce taux d'exécution des transferts et subsides de l'Etat vers les Institutions personnalisées de l'Etat et/ou vers les Etablissements à caractères publics résulte à des activités de quelques établissements paraétatiques non encore exécutées au cours du premier trimestre.

Le tableau 5 en annexe montre l'état d'exécution des transferts courants et subsides par Ministère et Institution à la fin de cette période.

II.2.4. Investissements sur ressources nationales

Le taux d'exécution des investissements sur ressources nationales est de **4,1 %** à la fin du premier trimestre 2021/2022. Sur **289 423 964 470 FBU** de crédit prévu, **11 904 495 486 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Ce faible taux enregistré est à la suite du retard déjà observé dans la passation et l'exécution des marchés publics.

Le tableau 6 en annexe montre l'état d'exécution des investissements sur ressources propres à la fin de cette période.

III. Exonérations réalisées à la fin du premier trimestre 2021/2022

Les exonérations accordées jusqu'à la fin du premier trimestre 2021/2022 sont évaluées à **46,81 milliards de FBU**. Elles ont été accordées sur une base légale suivante :

- les exonérations accordées dans le cadre de la loi sur la gestion des douanes. Il s'agit des exonérations accordées par le droit communautaire,
- les exonérations accordées dans le cadre de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires,
- les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers,
- les exonérations accordées aux Organisations Non Gouvernementales dans le cadre de l'assistance humanitaire,
- les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent ;
- et les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des Investissements.

Le tableau ci-dessous montre la part par chaque nature des exonérations dans le total. Nous constatons que **61,4 %** de ces exonérations ont été accordées dans le cadre de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ainsi que les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers.

En outre, l'analyse montre clairement que les exonérations accordées dans le cadre des incitations fiscales aux investisseurs par le code des investissements représentent **24,5%** des exonérations totales. Nous notons également que les exonérations accordées par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles occupent, représentent **0,3%** des exonérations totales. En vue de la mise en œuvre des politiques sociales précisément dans le secteur de la santé (équipements médicaux, produits pharmaceutiques et les médicaments) et la politique agricole (intrants et produits vétérinaires), les exonérations accordées dans ces secteurs ont représenté **4,2 %**. De surcroit, les exonérations accordées aux Organisations non Gouvernementales, les Associations Sans But Lucratif et les Etablissements privés représentent **9,5 %** des exonérations totales

Evolution des exonérations à la fin du premier trimestre 2021/2022

DESCRIPTION	T1_2021-2022	Part
ASBL et établissements privés	949 458 359	2,0%
Autres exonérations	1 192 348	0,0%
Effets personnels	158 873 390	0,3%
Financement extérieur	17 554 208 232	37,5%
Intrants agricoles	29 341 339	0,1%
Investisseurs	11 477 834 712	24,5%
Médicaments et Produits Pharmaceutiques	1 698 219 390	3,6%
Etats et ses Entités	11 189 454 324	23,9%
Organisation Non Gouvernementales	3 524 057 853	7,5%
Produits vétérinaires	232 816 436	0,5%
Total	46 815 456 383	100,0%

ANNEXES

Tableau I. RECETTES FISCALES COLLECTEES A LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2021/2022

Libellé des comptes	Projections 2021-2022	Prév Fin Trim1	Réalis Fin Trim1	Taux de Performance par rapport aux Prév Trim1	Taux de Performance par rapport aux Prév annuelles
PRODUITS FISCAUX	1 081 804 820 142	266 203 118 897	293 891 311 521	110,4%	27,2%
Impôt sur le revenu , les bénéfices et les gains en capital	256 303 330 244	59 356 608 485	61 652 360 649	103,9%	24,1%
Impôt sur le revenu payé par les personnes physiques	104 006 549 164	22 201 668 098	26 496 520 368	119,3%	25,5%
Impôt sur les revenus des personnes physiques(IR+Acompte+PF)	1 458 264 166	238 095 392	502 249 937	210,9%	34,4%
Impôts professionnels sur les rémunérations	69 395 391 050	14 877 586 201	17 964 789 923	120,8%	25,9%
Taxes forfaitaires	1 525 805 766	320 513 311	139 591 712	43,6%	9,1%
Prélèvement forfaitaire	24 043 852 197	6 186 041 957	6 123 948 851	99,0%	25,5%
Impôt sur revenus locatifs	6 023 187 696	241 891 637	1 405 586 955	581,1%	23,3%
Autres (Exercices antérieurs)	1 560 048 289	337 539 600	360 352 990	106,8%	23,1%
Impôts sur le revenu payé par les sociétés et autres Eses	151 999 474 445	37 067 626 323	35 065 097 304	94,6%	23,1%
Impôts sur les revenus des sociétés (IR+Acompte+PF)	111 335 976 081	28 950 010 667	22 048 856 644	76,2%	19,8%
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	19 639 298 137	3 639 769 193	3 647 315 191	100,2%	18,6%
Impôt sur revenus locatifs	1 823 784 042	40 159 635	749 440 411	1866,2%	41,1%
Autres (Exercices antérieurs)	16 752 371 613	3 832 558 711	4 160 033 849	108,5%	24,8%
Prélèvement forfaitaire libératoire	1 379 726 363	394 948 473	1 156 854 810	292,9%	83,8%
Autres retenues à la source	1 068 318 209	210 179 643	3 302 596 399	1571,3%	309,1%
Impôts sur le revenu non ventilable	297 306 635	87 314 065	90 742 977	103,9%	30,5%
Majorations de retard	297 306 635	87 314 065	90 742 977	103,9%	30,5%
Impôt sur les biens et services	713 980 906 509	180 480 249 237	196 709 262 326	109,0%	27,6%
Impôts généraux sur les biens et services	409 223 952 823	103 775 672 793	114 099 395 233	109,9%	27,9%
Taxe de Transactions-TVA à l'importation	409 223 952 823	103 775 672 793	114 099 395 233	109,9%	27,9%
TVA Interieure	200 375 070 022	52 865 480 035	42 492 065 551	80,4%	21,2%
TVA à l'importation	208 848 882 801	50 910 192 759	71 607 329 682	140,7%	34,3%
Taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises touristiques et hôtelière	-	-	-		

Droits d'accises	295 489 882 384	74 155 462 661	79 731 775 466	107,5%	27,0%
Taxe de consommation sur le tabac	5 464 387 680	1 249 843 114	716 137 289	57,3%	13,1%
Taxe de consommation sur la bière, limonade et l'eau minérale	129 393 957 778	35 191 687 670	32 203 600 474	91,5%	24,9%
Taxe de consommation sur le sucre	15 837 854 402	4 646 712 066	2 649 269 960	57,0%	16,7%
Taxe sur les poissons vendus	-	-	-	-	-
Taxe sur les abonnés de la Télédistribution	611 061 273	330 763 639	228 548 723	69,1%	37,4%
Taxe de consommation sur le carburant	90 908 931 204	20 757 226 767	21 316 216 548	102,7%	23,4%
Taxe de consommation sur les véhicules	4 061 247 745	1 096 449 219	1 387 600 291	126,6%	34,2%
Taxe de consommation sur les télécommunications	35 417 938 065	8 121 929 707	12 955 593 284	159,5%	36,6%
Taxe de consommation sur les vins et spiritueux	60 111 626	17 712 821	23 992 559	135,5%	39,9%
Taxes véhicules sur le poids	-	-	-	-	-
Taxe Anti-pollution véhicules usagés	4 029 610 563	850 959 636	3 078 541 535	361,8%	76,4%
Taxe additionnelle anti-pollution sur véhicules usagés	2 474 122 798	618 530 700	-	0,0%	0,0%
Taxe Anti-pollution sachets plastiques	955 888 053	300 000 878	-	0,0%	0,0%
Taxe additionnelle sur les tissus	623 157 960	180 867 948	750 491 971	414,9%	120,4%
Surtaxe additionnelle sur les tissus	664 138 006	178 198 454	751 352 281	421,6%	113,1%
Taxe sur tôles ondulées	378 741 614	25 365 740	117 035 221	461,4%	30,9%
Taxe de terminaison d'appels des communications internationales	4 608 733 617	589 214 300	3 553 395 330	603,1%	77,1%
Taxes sur l'utilisations des biens ou l'exercice d'activité"	4 637 778 375	1 233 148 347	2 878 091 627	233,4%	62,1%
Taxes sur les véhicules et embarcations à moteur	3 509 536 690	825 517 878	818 710 115	99,2%	23,3%
Permis de conduire (FRN)	1 040 800 043	232 741 906	3 612 000	1,6%	0,3%
Vignettes Fiscales (FRN , timbre fiscal)	57 698 999	19 814 208	13 230 200	66,8%	22,9%
Autres (Plaques,transferts,cartes,changement d'usages,etc)	2 411 037 648	572 961 764	801 867 915	140,0%	33,3%
Autres taxes (Permis)	1 128 241 685	407 630 468	8 645 903	2,1%	0,8%
Permis de de pêche	75 000 000	22 500 000	-	0,0%	0,0%
Permis de coupe de bois	542 735 310	292 716 120	266 105	0,1%	0,0%
Taxe d'abattage des animaux	4 325 742	2 096 240	47 000	2,2%	1,1%
Permis de travail	506 180 633	90 318 108	8 332 798	9,2%	1,6%
Autres Impôts sur les biens et services	4 629 292 927	1 315 965 436	2 050 735 609	155,8%	44,3%
Autres Impôts sur les biens et services (nca)	4 629 292 927	1 315 965 436	817 426 994	62,1%	17,7%
Caution de 30% du montant contesté	-	-	1 233 308 615	-	-
Impôt sur le commerce extérieur et les transactions intern,	111 520 583 389	26 366 261 175	35 529 688 545	134,8%	31,9%
Droit de Douane et autres droits d'importation	93 796 318 757	22 735 499 707	33 908 229 212	149,1%	36,2%
Droits de douane à l'importation	76 008 438 920	18 669 022 272	23 758 586 042	127,3%	31,3%
Taxe sur le Carburant (FRN)	13 670 398 482	3 157 483 414	3 282 857 160	104,0%	24,0%
Taxe sur Carburant(Fonds Stock stratégique)	3 870 550 590	838 013 707	6 856 535 938	818,2%	177,1%
Taxe sur carburant(Fond Social Carburant)	41 416 362	13 990 621	35 875	0,3%	0,1%
Taxe forfaitaire	205 514 403	56 989 693	10 214 197	17,9%	5,0%
Taxe à l'exportation	8 072 244 141	1 171 159 900	56 905 037	4,9%	0,7%
Taxe à l'exportation des peaux bruts	19 280 523	2 892 078	8 442 717	291,9%	43,8%
Droits de sortie sur l'or	6 295 462 661	728 892 583	48 462 320	6,6%	0,8%
Droits de sortie sur les minerais de 3T	1 757 500 957	439 375 239	-	0,0%	0,0%
Compenstion COMESA	-	-	-	-	-
Compenstion COMESA	-	-	-	-	-
Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions	9 652 020 491	2 459 601 567	1 564 554 296	63,6%	16,2%
Amendes douanière et produits de confiscation sur les droits d'entrée	1 135 679 568	250 907 958	190 585 575	76,0%	16,8%
Recettes des entrepôts (droits de magasins)	207 396 212	22 768 175	15 030 846	66,0%	7,2%
Taxe de péage route (FRN)	6 800 256 177	1 960 169 112	1 009 893 720	51,5%	14,9%
Produits de la vente des marchandises	2 721 295	-	-	-	0,0%
Taxe de circulation trans-frontalière	632 694 179	106 037 740	52 901 471	49,9%	8,4%
Autres droits et taxes(nca)	873 273 060	119 718 582	296 142 684	247,4%	33,9%

Tableau II. RECETTES NON FISCALES COLLECTÉES A LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2021/2022

Libellé des comptes	Projections 2021-2022	Prév Fin Trim1	Réalis Fin Trim1	Taux de Performance par rapport aux Prév Trim1	Taux de Performance par rapport aux Prév annuelles
PRODUITS NON FISCAUX: (III+IV)	112 439 181 075	28 632 365 631	37 174 689 760	129,8%	33,1%
Revenus de la propriété	46 091 357 896	12 596 049 468	12 741 601 939	101,2%	27,6%
Dividendes	33 303 218 992	9 491 280 581	9 380 872 354	98,8%	28,2%
Dididendes autres entreprises financières	1 099 551 261	-	1 395 096 259		126,9%
Dividendes entreprises non financières	32 203 415 776	9 491 280 581	7 985 776 095	84,1%	24,8%
Autres	251 955	-	-		0,0%
Loyers	12 788 138 904	3 104 768 887	3 360 729 585	108,2%	26,3%
Locations terrains	19 404 599	2 998 853	5 298 698	176,7%	27,3%
Revenus et redevances des carrières	5 886 958 629	1 504 402 973	1 013 184 099	67,3%	17,2%
Redevance domaniales	6 623 366 290	1 597 367 061	2 342 246 788	146,6%	35,4%
Redevance de la direction du patrimoine	258 409 386	-	-		0,0%
Ventes de biens et de services	2 306 259 751	595 911 944	4 999 161 048	838,9%	216,8%
Location d'immeubles	28 182 691	6 605 419	1 808 523	27,4%	6,4%
Ventes de matériel et meubles reformés	7 090 786	-	-		0,0%
Ventes d'imprimés et documentation	1 862 278 035	506 470 803	711 203 730	140,4%	38,2%
Prestation des services de santé	403 165 489	81 126 751	4 285 622 095	5282,6%	1063,0%
Prestation des services vétérinaire	3 224 670	1 457 248	466 700	32,0%	14,5%
Ventes des semences	2 318 080	251 723	60 000	23,8%	2,6%
Revenus administratifs	42 566 309 311	9 874 660 509	12 471 735 026	126,3%	29,3%
Droits de visa , passeports et sejours	9 414 182 758	2 219 707 887	3 872 329 160	174,5%	41,1%
Passeports & titres de voyages	6 046 566 262	1 594 919 022	3 164 059 345	198,4%	52,3%
Visas & passeports par les ambassades	40 690 382	5 647 952	21 617 891	382,8%	53,1%
Visas & immatriculations des étrangers	3 325 887 609	618 881 286	686 632 282	110,9%	20,6%
Autres (Renouvellement des passeports)	1 038 505	259 626	19 643	7,6%	1,9%
Droits et permis sur l'exercice d'activité	4 578 055 817	1 272 989 832	1 187 213 482	93,3%	25,9%
Taxe de bâtisse	170 180 654	48 783 411	86 400 908	177,1%	50,8%
Vérification des poids et mesures	113 820 000	34 146 000	30 058 780	88,0%	26,4%
Permis de sortie des bateaux certificat de navigabilité	442 415 198	111 756 939	43 367 629	38,8%	9,8%
Contrôle technique des véhicules	1 436 341 740	356 780 720	2 853 894	0,8%	0,2%
Autorisation de transport (dont départ aérien)	761 205 284	272 217 536	11 057 625	4,1%	1,5%
Licence pour debit de boissons	1 602 664	1 139 438	220 000	19,3%	13,7%
Ouverture/renouvellement des pharmacies et des infirmeries	71 459 169	13 415 893	37 625 000	280,5%	52,7%
Autres	845 571 075	314 440 134	182 042 891	57,9%	21,5%
Autorisation de transport des produits forestiers	555 949 379	73 540 050	498 023 883	677,2%	89,6%
Frais de dossier code des investissements	179 510 654	46 769 713	295 562 871	632,0%	164,6%

Divers droits et redevances	28 574 070 736	6 381 962 790	7 412 192 385	116,1%	25,9%
Dépôt et publication d'une marque	860 385 043	215 420 010	24 091 937	11,2%	2,8%
Droits de contentieux (justice)	747 707 819	201 718 441	128 913 537	63,9%	17,2%
Procès verbaux des accidents de la route	66 440 100	18 082 290	30 591 500	169,2%	46,0%
Droits sur les services rendus	1 707 599 456	361 877 881	397 211 289	109,8%	23,3%
Redevance informatique(fonds spécial douanes)	1 912 480 564	403 647 881	217 201 000	53,8%	11,4%
Redevance administrative (fonds spécial des douanes)	6 828 279 818	1 718 620 560	2 103 806 248	122,4%	30,8%
Attestation d'exonération	475 200 000	118 800 000	-	0,0%	0,0%
Redevance sur les conteneurs qui entrent et sur attestations fiscales	65 186 411	-	-	-	0,0%
Redevance sur les télécommunications (ARCT)	13 820 762 189	2 821 497 111	4 199 448 307	148,8%	30,4%
Redevance de pesage au pont bascule	19 387 659	3 680 088	11 367 088	308,9%	58,6%
Redevance des parkings des camions	53 803 235	18 238 854	24 403 854	133,8%	45,4%
Contributions annuelles des sociétés des assurances	16 838 442	379 675	97 202 937	25601,6%	577,3%
Contributions spéciales des institutions financières	-	-	135 646 688	-	-
Redevance annuelle routière	2 000 000 000	500 000 000	42 308 000	8,5%	2,1%
Amendes ,Pénalités	6 068 402 908	1 424 207 811	2 003 905 549	140,7%	33,0%
Infraction à la réglementation routière	3 495 135 398	1 042 139 730	1 528 909 760	146,7%	43,7%
Infraction à la réglementation commerciale	25 486 932	5 319 864	6 875 225	129,2%	27,0%
Amendes judiciaires	165 537 610	28 695 342	45 729 600	159,4%	27,6%
Infraction aux contrevenants des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation	300 000 000	75 000 000	-	0,0%	0,0%
Autres	2 082 242 968	273 052 874	422 390 964	154,7%	20,3%
Autres produits non fiscaux nca	15 406 851 209	4 141 535 899	4 958 174 198	119,7%	32,2%
Autres produits non fiscaux nca	1 230 542 168	332 139 564	184 226 106	55,5%	15,0%
Annulation ou modification d'une déclaration déjà liquidée	763 670 000	190 917 500	-	0,0%	0,0%
Taxe de sureté	13 412 639 041	3 618 478 835	4 773 948 092	131,9%	35,6%
Produits financiers	-	-	-		
Gains de change			-		
Pertes de change			-		
Produits exceptionnels	-	-	112 000		
Produits de la liquidation des entreprises publiques			112 000		
Récupération des produits détournés et malversations			-		
Autres(récupération des produits détournés et malversations)			-		
TOTAL RECETTES	1 194 244 001 217	294 835 484 528	331 066 001 281	112,3%	27,7%

Tableau III. Exécution des salaires et traitements à la fin du premier trimestre 2021/2022

libellé des Ministères et Institutions	CREDIT VOTE	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	9 825 968 784	2 415 992 199	24,6%
04-Secrétariat Général de l'Etat	100 940 953	23 326 665	23,1%
05-Assemblée Nationale	10 736 649 613	2 680 222 301	25,0%
06-Senat	5 108 186 686	1 279 513 398	25,0%
07-Cour de comptes	818 745 680	193 044 293	23,6%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	46 377 083 521	11 572 343 553	25,0%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	839 504 401	205 283 113	24,5%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	74 344 396 837	18 012 262 187	24,2%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	37 676 437 420	555 837 225	1,5%
16-Ministère de la Justice	11 901 669 695	2 753 862 835	23,1%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	2 918 941 535	511 216 761	17,5%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 144 649 031	266 846 203	23,3%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	159 426 082	55 442 925	34,8%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	244 306 225 328	68 465 391 060	28,0%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	39 676 749 956	9 904 892 774	25,0%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 313 138 574	295 812 590	22,5%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	7 696 917 457	1 769 482 804	23,0%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	738 373 034	182 915 194	24,8%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	524 801 784	124 217 194	23,7%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	1 065 339 969	254 053 191	23,8%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquet Général de la République	1 539 032 498	229 718 442	14,9%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d' Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	499 727 133 582	121 922 753 081	24,4%

Tableau IV. Exécution des biens et services à la fin du premier trimestre 2021/2022

libellé des Ministères et Institutions	CREDIT VOTE	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	3 703 973 282	919 231 309	24,8%
04-Secrétariat Général de l'Etat	1 095 991 340	269 030 554	24,5%
05-Assemblée Nationale	3 667 586 775	753 311 813	20,5%
06-Senat	3 395 372 300	672 577 295	19,8%
07-Cour de comptes	212 508 482	42 968 072	20,2%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	38 482 661 179	7 944 198 458	20,6%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	1 762 196 505	1 043 700 931	59,2%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	41 776 877 684	12 379 998 769	29,6%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	3 034 671 453	439 633 972	14,5%
16-Ministère de la Justice	3 270 599 554	157 970 965	4,8%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	192 354 583	20 777 097	10,8%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 281 362 253	163 443 288	12,8%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	314 751 937	49 982 120	15,9%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	8 527 179 843	623 429 161	7,3%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	5 887 255 404	687 212 711	11,7%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 369 201 662	132 977 756	9,7%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	1 154 879 130	324 094 065	28,1%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	458 513 943	92 769 650	20,2%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	887 516 276	76 332 907	8,6%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	6 678 554 752	1 371 215 894	20,5%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	781 273 658	70 699 048	9,0%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d' Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	129 643 980 422	28 506 624 739	22,0%

Tableau V. Exécution des transferts courants et subsides à la fin du premier trimestre 2021/2022

libellé des Ministères et Institutions	CREDIT VOTE	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	21 497 575 791	4 258 701 117	19,8%
04-Secrétariat Général de l'Etat	194 011 893	-	0,0%
05-Assemblée Nationale	254 626 917	63 656 712	25,0%
06-Senat	166 923 697	41 730 924	25,0%
07-Cour de comptes	54 302 565	-	0,0%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante	14 937 514 043	3 711 033 491	24,8%
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	8 244 569 866	1 568 919 198	19,0%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	25 799 259 397	7 111 578 744	27,6%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	9 715 949 096	2 394 435 250	24,6%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	73 115 997 898	5 769 514 274	7,9%
16-Ministère de la Justice	7 871 396 757	1 110 064 581	14,1%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	2 994 739 070	455 865 534	15,2%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	20 174 322 835	5 564 026 569	27,6%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	7 395 328 533	1 070 507 262	14,5%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	71 299 526 272	18 545 903 148	26,0%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	50 038 456 503	14 645 021 637	29,3%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	6 486 154 771	1 135 827 091	17,5%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	9 059 970 024	1 262 206 450	13,9%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	2 792 829 107	441 284 022	15,8%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	4 483 283 689	662 557 745	14,8%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	5 618 869 306	976 196 516	17,4%
71-Institution Ombudsman	1 620 188 198	405 047 060	25,0%
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	203 000 000	33 395 000	16,5%
75-Cour Constitutionnelle	424 450 000	83 204 900	19,6%
76-Centre d' Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	346 962 992 150	71 892 736 198	20,7%

Tableau VI. Exécution des investissements sur ressources nationales à la fin du premier trimestre 2021/2022

libellé des Ministères et Institutions	CREDIT VOTE	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	10 811 108 353	407 392 506	3,8%
04-Secrétariat Général de l'Etat	53 875 569	-	0,0%
05-Assemblée Nationale	595 375 806	57 091 500	9,6%
06-Senat	221 450 000	15 000 000	6,8%
07-Cour de comptes			
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	94 065 605 094	31 781 000	0,0%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	493 864 138	17 707 726	3,6%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	9 240 103 899	94 988 100	1,0%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	51 665 002 615	3 781 096 600	7,3%
16-Ministère de la Justice	2 712 100 000	-	0,0%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	552 392 809	-	0,0%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	108 845 660	-	0,0%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	919 466 788	66 618 537	7,2%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	2 284 817 951	38 789 022	1,7%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	14 977 205 232	2 540 904 350	17,0%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	425 620 620	53 208 221	12,5%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	28 473 107 163	722 488 543	2,5%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	6 751 501 868	79 499 174	1,2%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	43 622 051 091	2 325 749 045	5,3%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	18 194 798 890	1 664 015 562	9,1%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	193 200 000	-	0,0%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d' Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)	3 000 000 000	-	0,0%
Total général	289 423 964 470	11 904 495 486	4,1%